



Union Fédérale des Retraités

La lettre d'infos militantes de l'UFR

N° 2



Vous recevez cette lettre n°2 en janvier 2019, aussi comment ne pas l'introduire en vous présentant au nom du bureau de l'UFR nos meilleurs vœux de santé et de bonheur pour cette nouvelle année. Nous aurions pu également vous souhaiter des bons vœux de prospérité mais sur ce point sans une mobilisation massive et durable, nous ne sommes pas sûrs que les vœux deviennent réalité.

Pourtant, Macron, Philippe, Darmanin et consort l'affirment... « **2019 sera l'année du pouvoir d'achat** ». Et pour preuve, ne viennent-ils pas de consacrer 10 milliards d'euros concentrés sur 3 mesures pour calmer la colère des gilets jaunes !

A l'UFR, lorsque nous analysons les mesures annoncées nos gilets virent du jaune au carmin :

Relèvement du seuil des ressources fiscales pour être dispensés de la hausse de 1,7 % de la CSG. Un nouvel affront est fait aux retraités en les prenant pour des c...Le gouvernement donne d'une main à quelques-uns ce qu'il reprend à tous. Il supprime l'augmentation de la CSG en dessous d'un nouveau seuil fiscal, sans restituer ce qu'il a piqué en 2017, tout en leur ponctionnant 1,5% de pouvoir d'achat tout en ne leur accordant que 0,3% de revalorisation du point de pension pour 1,8% d'inflation prévue. Cette perte de pouvoir d'achat va s'appliquer à tous même aux non-imposables et exonérés de CSG.

Quel coup de génie ! D'autant que la CSG est imposable.

La seconde mesure qui peut paraître sympathique tel que la défiscalisation des heures supplémentaires pour les actifs, aura des effets catastrophiques sur les recettes de la protection sociale. Cela se traduira par des nouvelles économies imposées à la sécurité sociale (chère aux retraités), et par des augmentations des tarifs mutualistes et des assurances privées. De plus Agnès BUZIN annonce déjà que suite aux mesures gouvernementales, le plan dépendance attendra. Vous apprécierez...

La troisième annonce sur l'augmentation des bas salaires est un leurre. Il ne s'agit pas d'une augmentation de salaires pour épargner les patrons, mais d'une aide versée par les allocations familiales sans cotisations sociales qui détricote davantage encore les recettes de la protection sociale. Pour tous les salariés qui seront de futurs retraités, cette allocation versée ne sera pas prise en compte pour le calcul de la retraite de ces salariés et après avoir été exploités durant toute leur vie d'actifs, ils seront spoliés au moment de la liquidation de leur pension. La réforme de la retraite prévoyant un système par points ne ferait qu'aggraver le phénomène.

Nous condamnons ces 3 mesures. Macron et son gouvernement et toute la cohorte des gens de sa caste trouveront en 2019, une CGT et une CGT des retraités déterminés à mettre sa politique en échec.

Bonne lecture. Didier Louvet

Dans nos régions

Les retraités motivés dans la campagne électorale des Services Publics

La caravane rouge a repris la route pour les élections 2018.



Cette première action a eu lieu à Lons-Le-Saunier le jeudi 8 novembre, et s'inscrivait dans le déploiement national pour les élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Dix listes ont été déposées par la CGT dans le JURA.

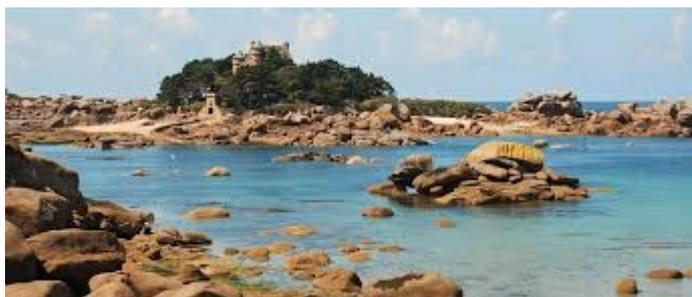
Même si pour cette première action la mobilisation des camarades n'était pas encore à son maximum, l'accueil et les échanges entre les agents et les usagers furent riches et constructifs nous encourageant à continuer les diffusions jusqu'au 6 décembre.

L'ambition étant de parler et de faire parler de la CGT en faisant connaître nos revendications et de gagner les élections 2018 en confortant notre place de première organisation syndicale dans la fonction publique territoriale.

Il est à remarquer que tous les actifs et les retraités ont travaillé ensemble dans cette campagne.



Dans les Cotes-d'Armor, la campagne des élections professionnelles a mobilisé toutes nos forces. Mais, le comité Départemental de la CSD a décidé que le déploiement proposé par la Fédération se ferait de tous les mardis du mois de novembre.



Là où nous avons des structures organisées, et des listes déposées (et reçues), le message de la CGT est bien passé.

Aussi a-t-il été décidé que nous irions dans les petites communes où nous ne sommes pas présents, mais dont les employés votent pour élire leurs représentants au centre départemental de gestion. L'accueil a été excellent dans de nombreux villages où, jamais un représentant syndical (de la CGT ou autre) n'avait été vu et la diffusion de notre matériel électoral sera sans doute efficace. Nous serons attentifs aux résultats des élections au CDG, avec bon espoir que le temps et les kilomètres consacrés auront été fructueux. Il est à noter que les retraités se sont mobilisés dans ce déploiement.

La dépendance

La situation des personnes âgées dépendantes pose questions.



La section multi pro des retraité-es de l'Union Locale de Villefontaine (Isère) a organisé une rencontre sur le thème de la situation des personnes âgées dépendantes et des familles aidantes le lundi 03 décembre 2018 en matinée.

En plus des retraité-es syndiqué-es à la CGT, des représentants d'associations de familles dans les Ehpad et des salarié-es travaillant dans les Ehpad ainsi que des familles confrontées au problème étaient présent-es, et montre combien le sujet est important !

Chacun a pu exposer les problèmes rencontrés au quotidien.

Le professionnalisme du personnel soignant a été salué. Cette rencontre a fait ressortir le manque de structures d'accueil dans le département avec seulement 104 établissements pour 10 916 places alors qu'il en faudrait 10 000 de plus.

Les participants ont jugé que l'idée exprimée par les retraité-es CGT de demander l'implantation d'un Ehpad, loin d'être utopiste, correspond à une réalité vécue par de nombreuses familles.

A Villefontaine, un nombre important de familles aident leurs parents.

Deux objectifs se sont concrétisés : un collectif en vue de la création d'un Ehpad et des informations sur le plan santé au cours du 1er semestre 2019 dans le Nord-Isère.

Mauvaise nouvelle : Agnès Buzin vient de déclarer, que suite aux mesures « accordées » par Macron, le plan vieillesse, estimé à 6 milliards, attendra ! Vous apprécierez la pirouette politique



D'autres mobilisations se sont déroulées les 1^{er}, 14 et le 18 décembre 2018 pour une nouvelle action des retraités.

Entre 4.000 et 5.000 personnes étaient rassemblées selon la CGT, 600 selon la préfecture de police mardi à Paris devant le ministère de l'Économie à l'appel d'une intersyndicale pour réclamer la suppression de la hausse de la

CSG pour tous les retraités et une augmentation des pensions.

Neuf organisations syndicales (UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR CFE-CGC, FSU-Retraités, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et solidaires) ont maintenu leur journée d'action parisienne en dépit du nouveau geste d'Emmanuel Macron sur la CSG du 10 décembre. Le président avait annoncé, en réponse au mouvement des « gilets jaunes », l'exemption de la hausse de la CSG pour les retraités touchant moins de 2.000 euros par mois tous revenus confondus.

Précisons que les retraités assujettis à une hausse de la CSG en 2018 et exemptés pour 2019 la paieront encore au cours des six premiers mois de l'année qui vient, avant d'être remboursés à l'été, selon le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. « Pas besoin d'être mathématicien pour voir qu'on s'est fait avoir », a abondé Jean-Pierre Floret (UGR-CGT).

Les 9 organisations syndicales ont décidé de faire de la journée du 31 janvier 2019 une nouvelle journée d'action nationale en réponse au Président de la République « Rendez-nous notre pouvoir d'achat »



L'activité de l'UFR à venir :

- + Remise des cartes aux retraités à Saint-Brieuc le 7 janvier
- + AG de la section des retraités de Paris le 17 janvier
- + CNF et Réunion des CFR les 23, 24, 25 janvier
- + Séminaire CNRACL à Soueix du 28 au 31 janvier
- + **Journée d'action des retraités le 31 janvier**
- + Rencontre avec la direction du syndicat de la métropole européenne de Lille le 7 février
- + Invitation AG de la CSD des hauts de Seine (92) -à préciser
- + Journée d'étude Roubaix (à confirmer)
- + Journée d'étude syndicat du Conseil général de la Seine Saint Denis (93) le 14 mars
- + Journée d'étude CSD des Hauts de France (59) le 26 mars
- + Journée d'étude en Charente (16) du 23 mai



Fédération des services publics - Union fédérale des retraités des services publics
Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL CEDEX

ufr@fdsp.cgt.fr

Tél : 01 55 82 88 42